

Délibération n° 2019-003-088 du 13 mars 2019

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches afin de favoriser leur convergence

Le conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13 et L. 6332-14,

Vu le décret n°2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Après en avoir délibéré le 13 mars 2019,

Décide :

Exposé des Motifs

La loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel pose deux principes :

- Les branches professionnelles ont la responsabilité du financement des contrats d'apprentissage, via les opérateurs de compétences (OPCO). Les OPCO prendront financièrement en charge les contrats d'apprentissage selon un niveau déterminé par les branches professionnelles et en application de principes fixés par décret.
- France Compétences doit émettre des recommandations auprès des branches professionnelles afin de faire converger les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage.

Le décret du 28 décembre 2018 précise que les branches professionnelles, par l'intermédiaire de leur commission paritaire nationale de l'emploi (CPNE) ou de leur commission paritaire de la branche professionnelle (CPBP), doivent déterminer un niveau de prise en charge pour chaque diplôme ou titre à finalité professionnelle relevant de leur périmètre pour le 1er février 2019 (transmission aux OPCO au plus tard le 1er février 2019).

L'OPCO de la branche de l'industrie cimentière a transmis à France compétences, au cours du mois de février, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

La méthodologie utilisée pour l'émission des recommandations se fonde sur les données remontées par les branches et consolidées par les OPCO. Elle consiste à comparer les valeurs remontées par la branche pour chaque diplôme ou titre à finalité professionnelle aux valeurs globales remontées par l'ensemble des branches sur le diplôme ou titre à finalité professionnelle considéré afin de définir une valeur de référence permettant la convergence des niveaux de prise en charge, avec une marge de tolérance au regard de la dispersion des valeurs observées.

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche de l'industrie cimentière, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage qui seront signés à compter du 1er janvier 2020, excepté les contrats d'apprentissage signés hors convention régionale qui seront pris en charge par l'OPCO à partir de 2019.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEFP de l'industrie cimentière dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Fait à Paris, le 13 mars 2019

Le Président du conseil d'administration,
Jérôme TIXIER



Annexe : Recommandations de France compétences

Recommandations de France compétences à la Branche de l'industrie cimentière

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEFP de l'industrie cimentière pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 363, 832, 833

Libellé CPNE	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	*Niveau de prise en charge minimum toléré	*Niveau de prise en charge maximum toléré
CPNEFP de l'industrie cimentière	13512218	DROIT, ECONOMIE, GESTION : INNOVATION, ENTREPRISE ET SOCIETE (MASTER PARIS SACLAY)	8400	6982	6500	7632
CPNEFP de l'industrie cimentière	13531008	GESTION DE PRODUCTION, LOGISTIQUE, ACHATS (MASTER CAEN)	8600	6640	4883	8575
CPNEFP de l'industrie cimentière	13531260	DROIT, ECONOMIE, GESTION : ADMINISTRATION ET ECHANGES INTERNATIONAUX (MASTER PARIS 12)	8400	5396	5234	6500
CPNEFP de l'industrie cimentière	16031401	COMPTABILITE ET GESTION (DIPLOME SUPERIEUR DE) (DSCG)	8400	6800	6366	8000
CPNEFP de l'industrie cimentière	16531227	DIPLOME DE L'ECOLE SUPERIEURE DES SCIENCES COMMERCIALES D'ANGERS - PGE (ESSCA)	13000	11844	9500	12920
CPNEFP de l'industrie cimentière	17020006	INGENIEUR DIPLOME DE L'UNIVERSITE DE DIJON, SPECIALITE GENIE INDUSTRIEL	14000	10000	8000	12575
CPNEFP de l'industrie cimentière	20512207	DROIT, ECONOMIE, GESTION : ECONOMIE ET GESTION (LIC PARIS 12)	7600	5800	5626	6308



Libellé CPNE	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	*Niveau de prise en charge minimum toléré	*Niveau de prise en charge maximum toléré
CPNEFP de l'industrie cimentière	25020008	QUALITE, HYGIENE, SECURITE, SANTE, ENVIRONNEMENT (LP CERGY)	7800	7335	6575	7750
CPNEFP de l'industrie cimentière	25022228	CHIMIE ANALYTIQUE, CONTROLE, QUALITE, ENVIRONNEMENT (LP STRASBOURG)	7800	5266	3840	7200
CPNEFP de l'industrie cimentière	25031025	MANAGEMENT DES ORGANISATIONS SPE AUDIT ET CONTROLE DE GESTION DES PETITES ET MOYENNES ORGANISATIONS (LP PARIS 13)	7600	6173	5530	7200
CPNEFP de l'industrie cimentière	32020009	CONCEPTION DES PRODUITS INDUSTRIELS (BTS)	12000	10791	10437	11925
CPNEFP de l'industrie cimentière	32020111	CONCEPTION ET REALISATION DES SYSTEMES AUTOMATIQUES (BTS)	13100	11570	10500	13056
CPNEFP de l'industrie cimentière	32031102	TRANSPORT ET PRESTATION LOGISTIQUES (BTS)	10400	9000	7472	9831
CPNEFP de l'industrie cimentière	32031407	ASSISTANT DE GESTION DE PME PMI A REFERENTIEL COMMUN EUROPEEN (BTS)	8200	7000	6790	8181
CPNEFP de l'industrie cimentière	32032408	ASSISTANT DE MANAGER (BTS)	8300	7142	6502	8227
CPNEFP de l'industrie cimentière	32322111	ANALYSES AGRICOLES BIOLOGIQUES ET BIOTECHNOLOGIQUES (BTSA)	8300	11939	8650	12297
CPNEFP de l'industrie cimentière	35022701	GENIE THERMIQUE ET ENERGIE (DUT)	10400	9470	8562	10386
CPNEFP de l'industrie cimentière	35031001	GESTION DES ENTREPRISES ET DES ADMINISTRATIONS GEA OPTION GESTION ET MANAGEMENT DES ORGANISATIONS (DUT)	7800	7500	6996	7786

Libellé CPNE	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	*Niveau de prise en charge minimum toléré	*Niveau de prise en charge maximum toléré
CPNEFP de l'industrie cimentière	40025007	MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS INDUSTRIELS (BAC PRO)	12600	10399	8000	11500
CPNEFP de l'industrie cimentière	40025409	TECHNICIEN EN CHAUDRONNERIE INDUSTRIELLE (BAC PRO)	11600	10522	9311	11598
CPNEFP de l'industrie cimentière	40025510	METIERS DE L'ELECTRICITE ET DE SES ENVIRONNEMENTS CONNECTES (BAC PRO)	11000	9200	8120	10500
CPNEFP de l'industrie cimentière	40030001	GESTION-ADMINISTRATION (BAC PRO)	8500	6000	5820	6879
CPNEFP de l'industrie cimentière	1353101D	DROIT, ECONOMIE, GESTION : GESTION DE PRODUCTION, LOGISTIQUE, ACHATS (MASTER PARIS SACLAY)	8600	6830	6500	8500
CPNEFP de l'industrie cimentière	1702260B	INGENIEUR DIPLOME L'ECOLE INTERNATIONALE DU PAPIER, DE LA COMMUNICATION IMPRIMEE ET DES BIOMATERIAUX DE L'INP DE GRENOBLE	20700	9750	7625	14738
CPNEFP de l'industrie cimentière	26C20001	RESPONSABLE MANAGEMENT DURABLE QUALITE SECURITE ENVIRONNEMENT (CCI DE L'ALLIER - IEQT)	9900	9467	7700	9828
CPNEFP de l'industrie cimentière	26C3110A	RESPONSABLE EN LOGISTIQUE (AFTRAL)	16300	12490	7550	12975
CPNEFP de l'industrie cimentière	26E31103	MANAGER TRANSPORTS ET LOGISTIQUE (ENOES EST)	7800	6750	5875	7800
CPNEFP de l'industrie cimentière	36T3110A	TECHNICIEN SUPERIEUR EN METHODES ET EXPLOITATION LOGISTIQUE (TP)	10400	9748	8789	10381

*Définition d'une marge de tolérance au regard de la dispersion des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

